Document generated on 07/12/2025 3:59 a.m.

Globe
Revue internationale d'études québécoises

Éric Amyot : *Le Québec entre Pétain et De Gaulle. Vichy, la France Libre et les Canadiens français*, Montréal, Fides, 1999, 368 p.

Michel Lacroix

Volume 3, Number 1, 2000

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1000571ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1000571ar

See table of contents

Publisher(s)

Globe, Revue internationale d'études québécoises

ISSN

1481-5869 (print)
1923-8231 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Lacroix, M. (2000). Review of [Éric Amyot : *Le Québec entre Pétain et De Gaulle. Vichy, la France Libre et les Canadiens français*, Montréal, Fides, 1999, 368 p.] *Globe*, *3*(1), 159–163. https://doi.org/10.7202/1000571ar

Tous droits réservés © Globe, Revue internationale d'études québécoises, 2000

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Recensions

Éric Amyot
Le Québec entre Pétain et De Gaulle.
Vichy, la France Libre et les Canadiens français
Montréal, Fides, 1999, 368p.

Voici un livre qui intéressera un large public, de l'historien professionnel au simple curieux. Ils y trouveront une documentation remarquable, un sujet passionnant traité avec sobriété et intelligence, une présentation claire et détaillée d'une période très complexe. Dans son *Québec entre Pétain et De Gaulle*, résultat de recherches doctorales menées au département d'histoire de l'université McGill, Éric Amyot montre comment l'opinion canadienne-française du Québec a pu influencer l'évolution des rapports franco-canadiens entre 1940 et 1945. Selon Amyot, les Québécois francophones furent, de 1940 à 1942, quasi unanimement favorables à l'État français de Pétain et manifestèrent un grand enthousiasme pour le programme de «Révolution nationale», mieux connu pour son slogan de «Travail, Famille, Patrie». Pour ne pas entrer en conflit direct avec ce sentiment majoritaire, mais aussi pour des raisons de diplomatie triangulaire Londres-Ottawa-Vichy, le gouvernement de Mackenzie King reconnut le régime de Pétain comme le gouvernement légal et officiel de la France jusqu'en novembre 1942, malgré les protestations des Canadiens anglais. Les sympathies pétainistes des Québécois n'allaient pas sans une répugnance affichée pour toute collaboration active entre Vichy et le Troisième Reich, aussi s'érodèrent-elles peu à peu à la suite des gestes en ce sens de l'amiral Darlan, ministre de Pétain de février 1941 à avril 1942, puis subirent un choc majeur lors du retour au pouvoir de Pierre Laval, zélateur affiché de la collaboration, en avril 1942. Malgré tout, comme le remarque Amyot, le Québec reste plus longtemps et plus majoritairement pétainiste que la France elle-même : «alors que les Français vivent la Révolution

nationale au quotidien, celle-ci reste pour les Canadiens français purement abstraite. Ainsi, le charme initial de ses principes déclarés perdure plus longtemps au Canada français» (p. 186).

Par ailleurs, après des débuts difficiles, marqués entre autres par de féroces querelles intestines, la propagande gaulliste commence à s'organiser et recueille des appuis de plus en plus nombreux au cours des années 1941 et 1942, aidée en cela par le travail incessant d'Élisabeth de Miribel et par la visite du commandant d'Argenlieu. Parmi les personnalités et les organes de presse alors gagnés à la cause gaulliste, on note le cardinal Villeneuve, le premier ministre Adélard Godbout, le très influent journaliste radio Louis Francœur, ainsi que *Le Canada*, *Le Jour*, *Le Soleil*, Radio-Canada et les Éditions de l'Arbre. En juillet 1942, l'opinion publique est ainsi divisée à peu près également entre Pétain (46 %) et De Gaulle (45 %), selon un sondage de l'époque étudié par Amyot. L'appui à Vichy allait s'effondrer à la fin de l'année 1942 quand, suite à l'invasion de l'Afrique du Nord par les Alliés, Vichy demande à ses soldats de combattre les Alliés, cependant que les troupes allemandes occupaient la «zone libre».

Cela ne signa toutefois pas l'arrêt de mort du pétainisme canadien-français. En effet, les sympathies à l'endroit du Maréchal et du programme de Révolution nationale se reportèrent en partie sur le général Giraud, que les Américains souhaitaient substituer à De Gaulle : «le giraudisme a tout pour plaire aux anciens partisans canadiens du maréchal Pétain. C'est en quelque sorte le meilleur des deux mondes. Avec Giraud, on peut à la fois s'afficher partisan de la Révolution nationale, tout en combattant efficacement le nazisme» (p. 270). *Le Devoir*, *La Terre de chez nous* et *La Boussole* soutiennent ainsi le général Giraud, lequel a droit a un accueil chaleureux lors de sa visite à Montréal, en juillet 1943. Mais, habile politicien, De Gaulle sut écarter Giraud après quelques mois de manœuvre. Alors, hormis de rares irréductibles dont *Le Devoir* et Roger Duhamel, le gaullisme triompha enfin au Canada français. Et, comme de ce fait l'opinion publique canadienne se trouvait désormais unie dans son appui à De Gaulle, le gouvernement de Mackenzie King put se faire un «discret mais ardent promoteur de la reconnaissance internationale du CFLN

[Comité français de libération nationale, le «gouvernement» dirigé par De Gaulle]» (p. 292), là où Churchill et Roosevelt hésitaient encore.

Tel est, dans ses grandes lignes, le portrait brossé dans *Le Québec entre Pétain et De Gaulle*. Si de ce point de vue, cet ouvrage apporte une synthèse très nuancée de l'opinion publique québécoise au cours de la guerre, il est encore plus intéressant pour les détails qu'il met au jour. Ainsi, il expose avec minutie les incessantes querelles qui divisèrent les milieux gaullistes canadiens, la division régnant d'abord entre les notables français de Montréal, puis entre les représentants de De Gaulle et les gaullistes canadiens, et enfin entre les tout premiers militants et les «partisans de la onzième heure». En second lieu, il met au jour, au sein même de l'opinion publique québécoise, une différence marquée entre l'accueil favorable et enthousiaste réservé à la propagande gaulliste dans les milieux dirigeants de la ville de Québec et la longue hostilité des milieux montréalais. Par ailleurs, le rôle remarquable, mais à notre connaissance largement ignoré, d'Élisabeth de Miribel dans la propagande gaulliste au Canada est exposé en détail. Enfin, l'on trouvera dans ce livre quantité de renseignements sur les principaux acteurs du combat entre gaullisme et pétainisme.

La partie la plus forte, la plus stimulante aussi, celle qui nourrira sans doute de nombreuses autres recherches, tient sans conteste à sa reconstitution de l'histoire diplomatique. Amyot livre en effet une lecture extrêmement fouillée des relations entre le gouvernement canadien d'une part, le gouvernement de Vichy et les représentants de la France libre d'autre part. Les acteurs, les événements, les réseaux, rien de tout cela n'est inconnu à Amyot, ce qui est précieux. Et tout cela est établi à partir d'une documentation de première main d'une valeur incontestable, voire même, osons le mot, incommensurable. Il faut savoir qu'Amyot a dépouillé les archives du ministère français des Affaires étrangères pour y retrouver, entre autres, les correspondances entre Vichy et sa légation canadienne, ou entre les dirigeants gaullistes à Londres et ses représentants au Canada. Ne serait-ce que pour ces matériaux, *Le Québec entre Pétain et De Gaulle* fera date dans l'historiographie québécoise. On contestera

peut-être ses interprétations, mais on ne pourra que s'incliner devant le remarquable travail d'archives.

Quant à l'étude de l'opinion publique canadienne-française, elle est bien menée mais pas aussi novatrice que l'analyse des échanges diplomatiques franco-canadiens. On y trouvera néanmoins un bon survol de la presse et des informations sur nombre de personnalités de l'époque. De plus, tout en révélant le clivage entre Montréal et Québec, Amyot vient contester les études précédentes, en relativisant tout particulièrement la «représentativité» des journaux pour la lecture de l'opinion publique. Pour lui, le Québec a été pétainiste plus longtemps et davantage que les historiens l'ont cru : «à la lecture des journaux, les chercheurs ont souvent hâté la désaffection de l'opinion vis-à-vis du régime de Vichy; et du même souffle, ils ont accéléré la maturation de l'opinion pro-De Gaulle» (p. 326).

Ce qui, à notre avis, dépare cette lecture de l'opinion publique, c'est la relative minceur de l'analyse des discours et idéologies, ainsi que de l'histoire intellectuelle proprement dite. L'auteur parle abondamment du clérico-nationalisme canadien-français et de ses penchants pour le pétainisme, sans montrer les liens qui, par l'intermédiaire de l'Action française de Charles Maurras et des non-conformistes, unissent ces deux courants idéologiques. De même, sa topographie idéologique se limite à l'identification de deux camps rivaux, le libéralisme et le clérico-nationalisme, sans que l'on expose les tendances diverses qui agissent à l'intérieur de ces deux pôles.

Par ailleurs, on pourra aussi lui reprocher de ne pas avancer d'hypothèses à propos d'un certain nombre de faits qu'il expose. Pourquoi y eut-il un tel clivage entre Montréal et Québec? Pourquoi y eut-il une semblable opposition entre les Dominicains, qui comptèrent dans leurs rangs des gaullistes fort actifs, et les Jésuites, irréductiblement pétainistes? Pourquoi le cardinal Villeneuve, aux racines pourtant solides du côté du clérico-nationalisme, s'est-il très tôt déclaré en faveur de De Gaulle? Mais ce sont là des questions qui surgissent après coup et qui ne peuvent se poser que grâce au travail d'Amyot. Aussi, peut-on dire que, d'une certaine manière, elles sont la preuve de l'excellence de son travail. Susciter des interrogations,

relancer la recherche dans de nouvelles directions, n'est-ce pas là le propre des contributions stimulantes?

Michel Lacroix
Université McGill

Micheline Cambron [éd.]
Le Journal Le Canadien.
Littérature, espace public et utopie, 1836-1845.
Montréal, Fides, coll. «Nouvelles études québécoises», 1999, 419p.

Pendant huit années, Micheline Cambron a réuni autour d'elle une équipe d'étudiants pour dépouiller les journaux de la première moitié du XIXe siècle. *Le Journal* Le Canadien. *Littérature, espace public et utopie, 1836-1845* livre les résultats de ce projet à propos du *Canadien*, journal habituellement considéré comme le principal lieu du discours national dans les années qui entourent les rébellions et l'adoption de l'Acte d'Union. L'hypothèse générale qui sous-tend ce travail est empruntée à Fernand Dumont qui, dans *Genèse de la société québécoise*, écrivait que «la présence de l'utopie constitue un trait marquant du discours culturel québécois à partir du mitan du XIXe siècle». À cette époque où se forme l'espace public et où apparaît l'idée d'une littérature nationale, la conscience serait caractérisée par une sorte de malaise existentiel qui se convertit en dystopie. Le discours opère alors l'exercice de ce que Dumont nommait encore les «possibles latéraux» par où émerge l'utopie. Conçu comme un objet inséré entre la conscience individuelle et le monde, le journal devient ainsi générateur d'un autre monde. Dans les années étudiées, *Le Canadien* n'offre guère de récit utopique homogène, mais il présente ce que les auteurs nomment un «ethos utopique», propre à apparaître à la surface des textes ou à susciter des échos thématisés, et il reprend certains aspects formels du récit utopique en configurant l'espace public ainsi donné à lire. C'est cet aspect discursif que les auteurs nomment «la dimension littéraire» du *Canadien* et qu'ils ont étudié comme un tout cohérent. L'ouvrage est divisé en sept chapitres,